



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

revendications

Question au Gouvernement n° 3547

Texte de la question

CRISE DE L'ÉLEVAGE

M. le président. La parole est à M. Marc Le Fur, pour le groupe Les Républicains.

M. Marc Le Fur. Monsieur le Premier ministre, je souhaiterais que vous-même et votre gouvernement soyez parfaitement conscients de l'extrême gravité de la crise agricole que nous traversons aujourd'hui. Cette crise concerne l'ensemble des filières d'élevage, en particulier le lait et le porc. Les éleveurs travaillent sans compter et ils vendent à perte.

J'étais vendredi à leurs côtés en Bretagne, comme d'autres, lors de leur rassemblement. J'ai pu constater le grand nombre des personnes présentes et la jeunesse des éleveurs présents. Leurs visages étaient graves ! Ils comprennent que ce qui est menacé, c'est leur projet professionnel, voire leur projet de vie. Il faut agir et agir vite ! Il faut agir pour que les éleveurs français soient à armes égales face à leurs concurrents. Or, aujourd'hui, trop de charges financières et de contraintes administratives pèsent sur eux et ce ne sont pas quelques subventions qui les atténuent.

Il faut rétablir nos relations commerciales avec la Russie. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*) Depuis un an nous perdons un grand client en raison d'une décision politique dont les éleveurs sont les victimes.

Il faut exiger davantage d'étiquetage sur l'origine des produits, de façon à ce que le consommateur sache d'où vient celui qu'il achète. C'est vrai, nous avons progressé pour la viande fraîche mais rien n'a été fait pour les produits transformés, la charcuterie et les plats préparés. Or c'est là l'essentiel. Je sais qu'il faut bousculer quelques règles européennes et quelques intérêts privés mais l'enjeu, c'est la survie de l'élevage aujourd'hui. C'est l'urgence, monsieur le Premier ministre (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*). C'est pourquoi je vous demande des décisions rapides, claires et définitives. L'enjeu, c'est la survie de l'élevage, en Bretagne en particulier et en France en général. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Ce n'est pas le Premier ministre qui répond ?

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, je réponds mais vous savez que le Premier ministre a été présent chaque fois que nécessaire, en particulier lors des deux plans d'urgence que nous avons présentés, en juillet et en septembre.

Et, au-delà des 700 millions d'euros que j'ai évoqués, les arbitrages sur les 300 millions supplémentaires ont été rendus hier à Maignon.

Vous évoquez la profondeur de la crise. J'en ai parfaitement conscience. Depuis un an, monsieur Le Fur, chaque fois que cela a été nécessaire, en Bretagne et ailleurs, j'ai essayé de mobiliser l'ensemble des moyens de l'État et l'ensemble des acteurs, pour que chacun prenne bien la mesure de la situation. Les négociations commerciales sont en cours aujourd'hui entre les industriels et la grande distribution. Le message est très simple : chacun doit prendre sa part de responsabilité. L'État a pris et continuera de prendre la sienne.

M. Guy Geoffroy. Il faudrait inscrire dans la Constitution l'état d'urgence agricole !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Quant à l'étiquetage, sujet que vous avez évoqué, je vous rappellerai qu'après la crise des lasagnes à la viande de cheval, j'avais négocié l'indication de l'origine des viandes dans les produits transformés. Or je suis arrivé à la conclusion que les pays européens n'ont pas la même agriculture que la nôtre. Ceux qui étaient prêts à un étiquetage mentionnant l'origine considéraient que, pour l'élevage, c'était le pays d'abattage qui fixait l'origine de la viande. Je considère quant à moi que la France est un pays de naisseurs, d'engraisers, d'éleveurs et d'abattage, et on doit donc défendre la mention « né, élevé, abattu et transformé en France » : c'est l'objectif de Viandes de France.

Comme la question de l'étiquetage est au cœur d'un débat et que certains laissent penser qu'avec l'étiquetage tout serait réglé, j'ai décidé de rédiger le décret sur le sujet et de le transmettre à la Commission européenne. J'emmènerai avec moi les parlementaires et les professionnels agricoles pour négocier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Marc Le Fur](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3547

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 janvier 2016](#)